



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

PSA Peugeot-Citroën

Question écrite n° 6335

Texte de la question

M. Gérard Darmanin interroge M. le ministre du redressement productif sur la position de l'État quant au choix des fermetures d'usines du groupe Peugeot en Europe. En effet, Monsieur Arnaud Montebourg a affirmé le 13 septembre 2012 sur France Inter, qu'il préférerait privilégier les fermetures hors de France plutôt qu'en France. Il a notamment cité pour exemple le site de Madrid, qui était maintenu alors que le site d'Aulnay ou encore de Rennes étaient en difficulté. Or les parlementaires socialistes, encouragés par le Président de la République, Monsieur François Hollande, ont voté dès juillet 2012 la suppression de la TVA sociale. Cette mesure, voulue par Monsieur Nicolas Sarkozy, visait pourtant à diminuer les charges pesant sur les entreprises françaises et donc améliorer leur compétitivité et éviter les délocalisations. C'est pourquoi il se demande comment le Gouvernement pourra intervenir dans les débats avec la direction de Peugeot sur le choix de maintenir les sites en France, alors qu'il a fait voter la suppression de la TVA antidélocalisation.

Données clés

Auteur : [M. Gérard Darmanin](#)

Circonscription : Nord (10^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 6335

Rubrique : Automobiles et cycles

Ministère interrogé : Redressement productif

Ministère attributaire : Économie, industrie et numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [9 octobre 2012](#), page 5485

Question retirée le : 2 février 2016 (Fin de mandat)